

Projet 4 P / Atelier de clôture des activités Un bilan satisfaisant dans l'ensemble



Les panelistes lors des travaux de clôture du projet.



une exposition sur les PFNL les plus prisés.

JM

Libreville/ Gabon

LA salle de réunion du commissariat du Centre national de recherche et technologique (Cenarest), sis à Gros-Bouquet, a prêté son cadre à l'atelier de clôture des activités du projet "Amélioration des politiques de gestion durable des ressources naturelles basées sur les produits forestiers non ligneux en Afrique de l'Ouest et du Centre". Une initiative financée par le mécanisme de fonds compétitifs régional du CORAF/Wecard pendant trois ans.

Il s'agissait de faire le bilan des activités, présenter les progrès effectués dans la révision de la stratégie na-

tionale sur les Produits forestiers non ligneux (PFNL), montrer le processus des activités du plaidoyer au profit des petits producteurs des PFNL et de planification des perspectives.

Ce bilan portait sur la réalisation d'une revue bibliographique et des enquêtes socio-économiques des filières sur le rotin et l'odika, un état de lieux et consistait à évaluer les politiques, programmes et stratégies de gestion des ressources naturelles basés sur les PFNL, à mettre en place et animer les plate-formes rotin et odika, identifier les organisations de plaidoyer et leur assigner un cahier de charges, mettre en œuvre des campagnes de plaidoyer, formation théma-



Des participants à l'atelier posant pour la prospérité.

tique pour les petits producteurs, évaluer les résultats des campagnes de plaidoyer, l'encadrement des étudiants en master, les formations en analyses des politiques, la gestion axée sur les résultats.

Toutefois, le coordinateur national du projet, Donald Midoko a reconnu que la tâche n'a pas été facile en ce qui concerne la réalisation des analyses comparatives entre pays sur la base des données géné-

rées par les activités, du fait que les Produits forestiers non ligneux n'étaient les mêmes. Mais aussi, parce que les politiques et les stratégies de gestion des ressources naturelles sont différentes selon les sous-régions de l'ensemble du projet.

Le problème qui a retenu l'attention des panelistes est celui du financement de la plate-forme du Comité national consultatif sur les PFNL. En effet, depuis sa création en 2012, le gouvernement n'octroie aucune ligne budgétaire par rapport au processus de la gestion rationnelle et durable des PFNL qui devraient contribuer au PIB. Notons que ce projet visait à promouvoir le développement des politiques, des programmes et stratégies

de gestion et de valorisation des ressources naturelles basés sur les PFNL pour qu'ils soient efficaces, efficients et équitables et contribuent à renforcer le bien-être des petits producteurs. La coordination régionale a été assurée par l'institut de l'environnement et de recherche agricoles (INERA) du Burkina Faso, en partenariat avec cinq coordinations pour sa mise en œuvre à savoir : l'Institut de recherche en écologie tropicale (IRET) au Gabon, l'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD) au Cameroun, l'université de Kinshasa en RDC et l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA) au Sénégal.

Gestion publique/Classement des pays africains en matière de liberté économique Le Gabon occupe la 34e place en Afrique et la 2e en Afrique centrale

F.A.

Libreville/Gabon

DEPUIS dix ans, l'institut Fraser publie chaque année, un rapport sur la liberté économique dans le monde. Celui de 2016

s'appuie sur les données collectées au terme de l'année 2014.

Parmi les critères retenus, figurent la liberté d'exporter et d'importer, la qualité de la régulation du marché, l'indépendance de la justice et l'intégrité du système légal, la facilité de voya-

ger, le poids du gouvernement, l'accessibilité des devises, le contrôle des capitaux, la maîtrise de l'inflation, et bien d'autres.

L'étude porte sur 158 pays dont 45 africains. Au niveau mondial, c'est Hong-Kong qui s'offre la plus grande liberté éco-

nomique, suivi de Singapour, la Nouvelle Zélande et la Suisse.

En Afrique, les cinq premières places sont occupées, par ordre de mérite, par Maurice, Seychelles, le Rwanda, l'Uganda et le Botswana. Le premier pays en matière de liberté écono-

mique en Afrique centrale est le Cameroun et dans le classement des pays africains, il occupe la 21e place.

Le Gabon, quant à lui, occupe la deuxième place en Afrique centrale et la 34e dans toute l'Afrique. Selon l'Institut Fraser, d'une manière générale,

depuis 1980, la grande majorité des pays dans le monde a sensiblement progressé. C'est aussi le cas de la plupart des pays africains qui ont amélioré leur score, mais dans une moindre mesure, ce qui les situe encore en bas du classement international.

Investissements directs étrangers en Afrique

Moins de volumes mais plus de projets

AFP

Abidjan/Côte d'Ivoire

Les pays africains en 2015 ont attiré 66,5 milliards \$ d'investissements directs étrangers sur de nouveaux projets, un chiffre qui s'inscrit en baisse de 24% comparé à celui de 2014 (87 milliards \$). Ce recul va de pair avec les vents économiques et financiers contraires qui traversent

le continent depuis 2015. Cette situation globale cache toutefois des indicateurs aussi encourageants que diversifiés. Le nombre de projets générés dans le cadre de ces investissements a progressé globalement de 6% pour atteindre 705. Même si l'Afrique du sud continue de dominer ce segment du classement avec 118 projets investis, des pays comme le Kenya ont fait des bonds spectaculaires. Ce dernier est passé de 49

à 85 projets, occupant ainsi la deuxième place. La Côte d'Ivoire a connu la plus forte progression (+73%) avec au final 26 projets. L'Ouganda et la Tanzanie ont tous deux progressé de 65% et rentrent dans le top 10 avec chacun 20 nouveaux projets. En terme de capitaux investis, l'Egypte malgré un recul de 19% reste premier avec un total d'investissements reçus de 14,5 milliards \$ soit 22% du total. Mais d'autres pays

ont étonné par le niveau de leurs progressions. Une fois de plus la Côte d'Ivoire se retrouve dans le top 10 (à la sixième place), avec des investissements reçus de 3,5 milliards \$, en hausse de 612%. On retrouve aussi le Cameroun, qui réalise la plus forte progression du segment 829% pour 1,8 milliard \$ d'investissement reçus et le Sénégal qui évolue de 473% pour des investissements de 1,9 milliard \$. Par ailleurs, si le secteur

extractif continue de dominer les investissements étrangers sur de nouveaux projets en Afrique, les capitaux reçus par secteur ont baissé de 32% à 15,1 milliards \$. A côté de cela, les secteurs de la production, des énergies et des technologies ont fait un bond de 49% pour des investissements cumulés de 41,9 milliards \$. L'autre bonne nouvelle est la hausse de 153% du nombre de projets lié à l'éducation et la formation,

même si la valeur globale (600 millions \$) demeure assez faible.

Enfin, pour ce qui est de la source de financement, le classement révèle que les investissements directs étrangers en provenance d'autres pays africains ont occupé le deuxième rang pour ce qui est du nombre de projets (129) et la troisième place pour ce qui est de la valeur des investissements effectués (10,7 milliards \$).